Interview de M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, avec BFMTV le 16 avril 2018, sur l'intervention militaire conjointe de la France, des Etats-Unis et du Royaume-Uni après l'emploi d'armes chimiques en Syrie.

2018-04-16

ADELINE FRANÇOIS

Bonjour Jean-Baptiste LEMOYNE et merci d'être avec nous dans Première édition. Vous êtes Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères. Un doute subsiste ce matin concernant les preuves, les preuves justement qui justifient l'opération Hamilton de la nuit de vendredi à samedi ? Le chef de l'Etat n'a pas levé le voile sur la nature de ces preuves.

JEAN-BAPTISTE LEMOYNE

Je crois que le chef de l'Etat a bien dit les choses : que tous les éléments qu'il avait en sa possession concourraient à montrer que les armes qui avaient été utilisées étaient des armes affreuses, chimiques, qui encore une fois enfreignent tous les traités internationaux visant à éviter l'emploi de ces armes. A partir de là, il était important de faire en sorte que des résolutions prises soient par l'ONU, soit par des institutions internationales soient enfin respectées. Allons-nous enfin justement agir contre ces atrocités ? La réponse était oui et le président de la République

ADELINE FRANÇOIS

Mais quelles preuves ?

DAMIEN GOURLET

Jean-Baptiste LEMOYNE, Colin POWELL avait une petite fiole à l'ONU. Il avait une preuve aussi qu'il y avait des armes de destruction massive en Irak. On a besoin de savoir.

JEAN-BAPTISTE LEMOYNE

On est tout à fait dans un contexte différent. Ecoutez, on le sait puisqu'il y a quand même eu des enquêtes approfondies à partir non seulement de personnes qui sont sur le terrain, des ONG qui remontent un certain nombre d'éléments de preuves qui peuvent être analysés et donc aujourd'hui, ce week-end lorsque le chef de l'Etat a pris la décision pas seul, avec d'autres puissances du Conseil de sécurité et de l'ONU, après avoir tout tenté, après avoir donné sa chance jusqu'au bout au multilatéralisme efficace qu'il souhaite, après avoir été en dialogue constant : oui, il a fallu frapper un certain nombre de sites du régime syrien qui abritaient potentiellement des éléments comme ça qui étaient dangereux pour la population. Regardez ces atrocités. Peut-on se résoudre à regarder ça impuissant ? La réponse est non. La France, elle est vraiment de retour sur la scène internationale depuis un an maintenant. Et encore une fois, le président l'a redit, il allait poursuivre le dialogue, faire en sorte que nous puissions également trouver une solution politique, parce que c'est ça la vraie clé pour enfin arriver à une situation autre en Syrie. On ne peut pas encore une fois verser des larmes de crocodiles depuis six ans, sept ans et aujourd'hui remettre en cause la légitimité de ces frappes chirurgicales à des endroits qui contenaient des éléments qui pouvaient tout simplement frapper des innocents, des femmes et des hommes, des enfants qui eux n'avaient rien fait.

ADELINE FRANÇOIS

Jean-Baptiste LEMOYNE, il y aura un débat sans vote à l'Assemblée nationale cet après-midi sur ces frappes. Est-ce que le gouvernement a prévu de produire ces preuves face aux députés cet après-midi ? D'un mot.

JEAN-BAPTISTE LEMOYNE

Notre Constitution prévoit ces débats et c'est important que les éléments que le gouvernement a pu collecter sur aussi, vous savez, les comment dire tous les départs aériens qui ont eu lieu

ADELINE FRANÇOIS

Donc le gouvernement va produire les preuves.

JEAN-BAPTISTE LEMOYNE

Non. Ce que je dis, c'est que tous les éléments utiles pour que l'Assemblée nationale et le Sénat puissent être éclairés seront effectivement produits. Vous savez, le chef de l'Etat, chef des armées, avec le Premier ministre, Ministre de la Défense, Ministre des Affaires étrangères, il n'envoie pas comme ça à la légère les forces françaises. La force française, elle est là pour faire respecter le droit. Le droit international a été trop souvent foulé aux pieds depuis plusieurs mois et depuis mai dernier, le président de la République avait dit quelles étaient les lignes rouges. Ces lignes rouges, elles ont été franchies, elles sont franchies. Il

faut être cohérent et, en conséquence, mettre en oeuvre les actions qu'il convient. Et encore une fois maintenant, espérons que la place sera à la construction d'une solution durable.

ADELINE FRANÇOIS

Merci Monsieur le Ministre d'avoir été notre invité dans Première édition.

Source : Service d'information du Gouvernement, le 20 avril 2018

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/205551-interview-de-m-jean-baptiste-lemoyne-secretaire-detat-aupres-du-minis